

L'ancienne législation sur les étrangers est obsolète. La nouvelle législation sur l'immigration, si elle devenait réalité, ne serait qu'un mince obstacle au trafic migratoire, un simple feu rouge qu'on pourrait à tout moment griller. La Société pour la Régularisation ignore les feux rouges, les panneaux de signalisation. Il n'est pas question d'intégration, pas question d'opérer une distinction entre les « bons » et les « mauvais » étrangers qui auraient respectivement le droit ou non à l'immigration. Il en va des droits collectifs. Dans certains pays européens, les opérations de régularisation ou d'amnistie collective pour les clandestins sont monnaie courante. Il n'est pas question de cela ici. Il est question de régulariser une pratique d'ores et déjà courante et de mettre en pratique les droits fondamentaux sociaux et politiques.

La Société pour la Régularisation n'organise pas de paris. C'est une entreprise mondiale qui entend s'épanouir et modifier l'avenir. Le bénéfice visé est l'avènement d'une autre société.

Devenez sociétaires. Prenez vos parts. Organisez-vous. Nous sommes parmi vous.

La Société pour la Régularisation.

**GESELLSCHAFT
FÜR LEGALISIERUNG**
WWW.RECHTAUFLEGALISIERUNG.DE



WWW.RECHTAUFLEGALISIERUNG.DE

**GESELLSCHAFT
FÜR LEGALISIERUNG**

Sont-ils 500 000 ou un million en Allemagne ? Combien de millions sont-ils en Europe, eux qui vivent sans les papiers requis ? Et nous, qui vivons avec eux, qui leur apportons notre soutien, combien sommes-nous ? Deux millions ? Cinq millions ? Peu importe. Ils sont parmi nous. Nous sommes parmi vous.

La Société pour la régularisation présente

Nous sommes parmi vous!

Pour le droit à la régularisation.

Sont-ils 500 000 ou un million en Allemagne ? Combien de millions sont-ils en Europe, eux qui vivent sans les papiers requis? Et nous, qui vivons avec eux, qui leur apportons notre soutien, combien sommes-nous ? Deux millions ? Cinq millions ? Peu importe. Ils sont parmi nous. Nous sommes parmi vous. Vivre dans la clandestinité, c'est être privé de ses droits : dans la rue, lors des contrôles dans les transports en commun, au travail, dans les administrations, à l'école, au jardin d'enfant et, parfois, dans les endroits les plus imaginables

La Société pour la Régularisation résume officiellement le contrat social tacite en vigueur en RFA et dans l'Union Européenne. Son but social est le suivant: reconnaître le droit à la régularisation et à la mobilité pour tous.

On le voit dans toute l'Europe – il est possible d'entrer dans la zone Schengen et d'y séjourner, au prix de la clandestinité. Depuis des décennies, des milliers d'hommes et de femmes contournent les frontières, les frontières, les lois. Le fait de ne pas avoir d'autorisation de séjour, de permis de travail – voire même pas de papiers du tout – ne signifie pas que nous n'avons aucun droit :

Nous avons le droit d'exiger que nos salaires nous soient payés – avec ou sans permis de travail. Nous avons le droit d'être assurés contre les accidents du travail, du moins concernant les emplois à domicile En Allemagne, nous avons le droit de scolariser nos enfants, du moins en Bavière et à Berlin. Et quand on nous dénie nos droits, nous les prenons d'office.

Le prix à payer est élevé. La clandestinité représente un danger pour la santé. Certains la paient de leur vie. D'autres sont incarcérés puis

expulsés, suite à un contrôle d'identité. Généralement, tout se passe dans le silence, dans l'indifférence générale. Rares sont ceux qui s'élèvent contre cette situation, les sans-papiers doivent souvent affronter leurs problèmes seuls.

La régularisation s'opère généralement en secret. Le discours sur l'intégration, en revanche, est partout. En exigeant l'accès aux papiers, au droit de vote, à la double-nationalité et aux ressources sociales et économiques, nous brisons le silence résultant de l'effort d'intégration individuel.

La Société pour la Régularisation s'attaque au système en vigueur en Allemagne, où il existe une « hiérarchie des chances » en fonction de l'origine ethnique. Les « clandestins » ne sont que la partie visible de l'iceberg, d'un problème complexe qui concerne tous ceux dont on fait des « étrangers » en Allemagne.

La Société pour la Régularisation entend , par une série de manifestations, créer une mobilisation en Allemagne et mettre en place un réseau européen afin de mettre fin à cette situation. Chacun.e est appelé.e à devenir sociétaire. Nous produisons des textes, nous composons de la musique, nous montrons des films, nous nous produisons sur scène et organisons des actions directes dans les villes. Nos propres représentations remplaceront l'image du clandestin criminel. La mobilisation intervient sur le terrain, là où les migrants et réfugiés luttent quotidiennement. Elle permet de prendre position, de lancer de nouvelles idées, d'élargir le champ d'action de la Société pour la Régularisation.

La Société pour la Régularisation ne souscrit aucun contrat formel, elle se contente de convier chacun.e à participer. Ses sociétaires s'octroient eux-mêmes le droit de devenir membre et de procéder aux mesures de régularisation nécessaires.

La Société pour la Régularisation n'a pas besoin de bureaux de luxe. Son siège social est partout, là où la migration a lieu au quotidien. Ses filiales sont les villes, les cafés, les marchés, les colocations, les lieux de travail, les foyers, les administrations, les camps de transit, partout où les gens luttent, jour après jour. La solidarité est à l'ordre du jour dans ses dépendances. L'objectif visé est de créer un mouvement qui imposera le droit à la régularisation et à la mobilité dans la zone Schengen.

La Société pour la Régularisation est optimiste quant aux débouchés de son produit. Le marché est en pleine évolution. Les travailleurs et travailleuses sans permis de travail luttent contre l'exploitation salariale et récupèrent eux-mêmes leur dû. Les Triganes occupent les églises, les bureaux des partis politiques, bloquent les frontières pour exiger le droit de séjour. Les travailleuses du sexe qu'on force à la clandestinité se regroupent dans les grandes villes allemandes. Dans tout le pays, les demandeurs d'asile s'organisent et exigent l'abolition des lois racistes. Le « Initiative Schwarzer Deutscher » (Mouvement des Allemands Noirs) et de nombreux autres groupes luttent depuis des années pour une loi anti-discrimination. D'innombrables mouvements organisent la mobilité trans-frontalière solidaire.